

## Prólogo

Daniel BALOUP  
Raúl GONZÁLEZ ARÉVALO

Il est toujours frappant pour un médiéviste spécialiste de la péninsule Ibérique de constater combien les synthèses sur le Moyen Âge européen font, dans l'ensemble, peu de cas de son terrain d'étude. L'incompréhension est particulièrement grande s'agissant d'un phénomène comme la Reconquête : en dépit de sa durée, de ses implications territoriales, politiques, culturelles et sociales, l'expansion des royaumes chrétiens aux dépens des puissances islamiques qui ont succédé au califat omeyyade de Cordoue, à la charnière des X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles, ne suscite qu'un intérêt modéré. Parmi les multiples facteurs qui contribuent à expliquer cette situation, il faut reconnaître que les historiens espagnols et portugais, et leurs collègues étrangers qui partagent les mêmes sujets d'étude, ont une part de responsabilité : les traditions académiques locales persistent, en effet, à entretenir l'idée selon laquelle la Reconquête serait un phénomène proprement hispanique. Au XIX<sup>e</sup> siècle, cette position se justifiait par le contexte d'affirmation nationale dans lequel les savants développaient leur réflexion. En péninsule Ibérique, comme ailleurs, il s'agissait de mettre en valeur une galerie de figures et d'événements autour desquels la mémoire collective pourrait se cristalliser. La Reconquête, dont on retenait alors surtout la dimension militaire, offrait une matière d'autant plus propice qu'en dépit de quelques graves revers, les forces des rois chrétiens l'emportèrent finalement sur leurs adversaires. Son histoire pouvait être racontée, en des termes dramatiques et exaltants, comme celle d'un peuple dont la constance et le sacrifice avaient forgé l'unité. Il faut dire que les sources se prêtaient

particulièrement bien à cette interprétation : formulée dès la fin du IX<sup>e</sup> siècle, l'idéologie qui sous-tend l'expansion chrétienne fut, en effet, conçue dans le but de légitimer la jeune dynastie asturienne et de lui permettre d'asseoir son autorité. Jusqu'à la chute de Grenade, occupée en janvier 1492, les chroniques médiévales se sont appliquées à transmettre l'image d'un conflit conduit par le souverain, au nom de Dieu, et destiné à permettre la récupération d'un territoire – celui de l'ancien royaume wisigothique – sur lequel les musulmans n'avaient aucuns droits. Fondement symbolique de la souveraineté, particulièrement dans les royaumes occidentaux de la péninsule, la lutte contre l'Islam andalou était systématiquement décrite comme l'œuvre d'une succession de rois pieux, que la noblesse et le peuple étaient tenus de soutenir.

À partir des années 1940 et pendant un quart de siècle, l'historiographie officielle et la propagande franquiste prolongèrent le succès d'une lecture qui permettait de légitimer les valeurs nationales et catholiques que le régime s'attachait à promouvoir. Certes, le desserrement du contrôle qui s'exerçait sur les universités, dans les dernières années de la vie du dictateur, permit un sensible renouvellement de l'histoire de la Reconquête. Souvent d'inspiration marxiste, les travaux qui se multiplièrent alors tendaient à oblitérer les motivations religieuses qui pouvaient animer les combattants pour plutôt insister sur les facteurs économiques et sociaux. Mais cette refondation historiographique, dont les effets ont été profonds et durables, n'a pas remis en cause la dimension nationale traditionnellement reconnue à l'entreprise. Les éléments ne manquent pas, pourtant, et l'on trouve, dispersées, des études en assez grand nombre qui montrent combien la lutte contre l'Islam a compté dans le positionnement des royaumes ibériques sur la scène occidentale. La chose est évidente si l'on examine les échanges avec la papauté qui très souvent, depuis une très haute époque, ont été polarisés par la question de la Reconquête. Mais elle mérite d'être aussi considérée s'agissant des puissances laïques avec lesquelles les royaumes ibériques entretenaient des relations. En cette matière, la chronologie a son importance. C'est pendant la première étape de la Reconquête que les contacts furent les plus étroits. Si certains historiens font remonter la présence de chevaliers gascons aux côtés des rois d'Aragon à la fin du IX<sup>e</sup> siècle, leur participation aux combats et l'entrée en scène de nobles

normands, aquitains ou bourguignons ne sont vraiment attestées qu'à partir de la deuxième moitié du XI<sup>e</sup> siècle. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer le phénomène : le dynamisme propre à la féodalité qui se traduit par une avidité surtout orientée vers l'acquisition de nouvelles terres ; les liens de parenté, très tôt noués entre lignages seigneuriaux de part et d'autre des Pyrénées ; enfin, l'entremise des réseaux ecclésiastiques, particulièrement ceux liés à la papauté et au puissant ordre de Cluny. Le rôle joué par Gaston IV de Béarn dans les conquêtes d'Alphonse I<sup>er</sup> le Batailleur, au tout début du XII<sup>e</sup> siècle, est exemplaire de cette collaboration.

À la même époque, Alphonse VI de Castille mariait deux de ses filles à des nobles bourguignons et confiait à l'un d'eux une marche destinée à devenir le royaume de Portugal. Le roi de Castille sollicita aussi le soutien des cités marchandes italiennes pour tenter de s'emparer de Valence ; leurs flottes étaient encore impliquées lors du siège d'Almeria par Alphonse VII, en 1147. Cette participation étrangère à la Reconquête se perçoit également hors des champs de bataille, par la présence dans les opérations de peuplement et à la tête des institutions ecclésiastiques ibériques de nombreux colons et de clercs venus des mêmes régions d'où étaient originaires les chevaliers dont ils suivaient les déplacements. Mais l'invasion almohade, au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, marque une rupture : passée cette date, l'implication étrangère dans les combats de la Reconquête devint exceptionnelle, presque anecdotique. Les chevaliers ultramontains étaient encore présents, par milliers, en 1212, lors de la campagne qui déboucha sur la grande victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa. Puis ils firent défaut entre 1230 et 1260, pendant ces décennies cruciales qui virent les rois de Portugal, de Castille et d'Aragon renverser la puissance musulmane jusqu'à ne plus laisser subsister que le sultanat nasride de Grenade. Enfin, durant les deux derniers siècles du Moyen Âge, les combattants étrangers qui franchirent les Pyrénées, peu nombreux, apparaissaient surtout guidés par le désir de s'illustrer à titre individuel : imprégnés d'une culture chevaleresque qui valorisait par-dessus tout les prouesses accomplies dans des contrées lointaines contre les ennemis de la foi, ces hommes trouvaient en péninsule Ibérique – comme en Prusse, au XIV<sup>e</sup> siècle, sous l'égide de l'ordre teutonique – un terrain où cultiver leur légende personnelle.

Bien des éléments doivent être pris en compte pour expliquer les fluctuations de la participation étrangère, comme par exemple l'intensité des conflits extérieurs : le phénomène est évident dans le cas de la Première croisade qui détourna vers la Terre sainte des chevaliers qui, au milieu des années 1090, avaient pris l'habitude de seconder le roi d'Aragon ; mais il se manifeste aussi en d'autres occasions, et on peut sans doute lui attribuer l'absence de contingents étrangers lors de la conquête de l'Algarve, du bassin du Guadalquivir et du Levant, dans la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle : les événements d'Orient, avec l'échec de la Cinquième croisade et la perte de Jérusalem, en 1244, n'y étaient évidemment pas pour rien. Mais, par-delà les sinuosités de la conjoncture, il est frappant de voir combien les souverains ibériques ont toujours maîtrisé le flux des combattants ultramontains. Ceux-ci ne s'imposaient jamais dans les armées de la Reconquête et l'on voit bien que les princes à la tête des opérations mesuraient avec soin leurs invitations. Car si l'appel à une participation extérieure pouvait être justifié par la nécessité de s'assurer un renfort militaire, il relèvait aussi d'une politique de communication dont les cours ibériques apprirent très tôt à jouer. Dès le XII<sup>e</sup> siècle, l'intercession pontificale devint indispensable pour rassembler les contingents étrangers puisque l'internationalisation du conflit passait par la proclamation d'une croisade. Le cas bien connu de Las Navas de Tolosa peut servir d'exemple : la trêve conclue après la défaite chrétienne d'Alarcos, en 1195, touchant à son terme, Alphonse VIII de Castille choisit de provoquer une bataille rangée dans le courant de l'été 1212. La décision de solliciter une bulle de croisade auprès du pape Innocent III témoigne de la volonté du roi de revêtir cette expédition d'une solennité particulière ; elle s'accompagna d'une vaste campagne de recrutement : Alphonse envoya des représentants outre-Pyrénées pour solliciter le concours de ses voisins. Bien évidemment, au-delà de son objectif avoué, l'entreprise permettait aussi d'accroître et d'étendre la renommée du souverain castillan, présenté partout où passaient ses délégués comme un modèle de roi croisé. Il est remarquable d'observer ensuite, une fois la victoire acquise, la célérité avec laquelle Alphonse VIII et son entourage annoncèrent la nouvelle : le roi envoya une longue lettre au pape, sans ignorer que celui-ci s'empresserait de répercuter les informations reçues ; on connaît

aussi la missive de Bérengère de Léon, fille aînée d'Alphonse VIII, à sa sœur Blanche de Castille, qui avait épousé l'héritier du trône de France, le futur Louis VIII, et celle de cette dernière à une autre Blanche, Blanche de Navarre, fille du roi Sanche VII et veuve du comte Théobald III de Champagne.

Sans doute ne s'agit-il que des vestiges d'une correspondance plus abondante, destinée à faire savoir le triomphe du roi de Castille mais aussi à imposer un récit officiel de la bataille. Cette pratique n'a rien d'exceptionnel : au long des siècles, les souverains ibériques sollicitèrent régulièrement la papauté pour obtenir la concession d'une bulle de croisade. L'intention était double : la bulle assurait une rentrée d'argent, puisqu'elle autorisait le roi à lever la décime – un impôt sur le revenu des temporels ecclésiastiques – et à recevoir le produit des quêtes organisées auprès des fidèles désireux de bénéficier d'indulgences ; elle permettait aussi la prédication de la croisade qui, bien conduite, s'apparentait à une véritable opération de propagande. Il n'est pas excessif de parler d'une instrumentalisation de l'institution pontificale par les souverains ibériques. Car l'aide du pape n'était requise que lorsque ces derniers trouvaient avantage à l'impliquer : dans bien des cas, les expéditions contre les musulmans d'al-Andalus furent menées sans sa bénédiction ni son soutien. Cette pratique permettait d'éviter une complète assimilation entre Reconquête et croisade, qui serait revenue à abandonner au souverain pontife la responsabilité morale et juridique des opérations. En ne recourant que ponctuellement à la papauté, les rois ibériques conservaient la maîtrise d'un conflit dont ils tiraient une part importante de leur légitimité ; ils soulignaient, dans le même élan, le caractère « national » d'une confrontation qui n'acquies jamais la dimension universelle reconnue depuis l'origine aux expéditions destinées à la récupération ou à la défense des Lieux saints. Les chroniques élaborées à la cour ou dans les institutions religieuses liées à la Couronne, dont on a dit l'insistance à décrire un peuple rassemblé autour d'un prince voué à la lutte contre l'Infidèle, contribuèrent de façon essentielle à modeler cette image : il suffit, pour s'en convaincre, de lire le récit de la bataille du Salado (1340) proposé dans l'histoire du règne d'Alphonse XI, une victoire que l'auteur anonyme de ce texte affirme supérieure à toutes les autres, dans la mesure où, à l'en croire, les Castillans l'auraient emporté sans aucune aide extérieure.

Tout au long de la période, l'équilibre demeura fragile entre la recherche d'une projection internationale, dont on a vu les avantages matériels et symboliques pour le souverain, et la préservation d'un modèle autochtone, « national », dont l'extraordinaire pérennité, du IX<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, démontre l'importance. Pour la fin du Moyen Âge, les choses peuvent sembler plus simples : la papauté s'était vue contrainte de renoncer à exercer quelque forme de tutelle que ce soit sur les puissances laïques, alors même que se développait et s'affinait une conscience politique susceptible d'assumer simultanément le sentiment d'appartenance nationale, en plein développement, et la reconnaissance d'une identité plus large, autour de la vieille idée de Chrétienté. La Guerre de Grenade constitue, dans ce contexte, un cas particulièrement intéressant. Si la frontière andalouse était demeurée, tout au long des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, le lieu privilégié d'affirmation de la légitimité royale – comme en témoignent la prise d'Antequera, en 1410, ou la bataille de La Higuera, en 1431 –, ce sont les Rois catholiques qui exploitèrent de la façon la plus systématique le conflit avec les Nasrides pour imposer leur autorité sur des royaumes déchirés par de longues décennies d'agitation intérieure et de guerres civiles. L'enchaînement des campagnes contre Grenade permit à Isabelle et Ferdinand de faire taire les divisions, de rassembler toutes les composantes de la société au sein d'une entreprise dont personne ne pouvait contester qu'il revenait aux souverains de la conduire. Elle était aussi une source de prestige, bien évidemment, à la fois sur la scène intérieure, proprement hispanique, et sur le théâtre extérieur. Par rapport aux époques plus anciennes, plusieurs facteurs avaient changé. Le premier, parmi les plus importants, tient à la multiplication et à l'élargissement des canaux par lesquels les rois ibériques pouvaient diffuser l'information. Au fil du temps, leur capacité à faire résonner l'écho des victoires s'était améliorée grâce au renforcement du réseau des alliances matrimoniales : selon un schéma typique de la société féodale, les contacts s'établissaient avant tout par l'échange de femmes qui passaient d'une cour à l'autre dans le cadre d'un accord de mariage – nous avons vu le rôle joué par Blanche de Castille au lendemain de la bataille de Las Navas de Tolosa. Mais à partir du XIV<sup>e</sup> siècle, ce furent les combattants eux-mêmes qui franchirent les frontières : l'implication des royaumes ibériques dans la Guerre de Cent Ans se traduisit, en effet, par

l'envoi de troupes et de flottes ; et l'on voit, par exemple, les chevaliers castillans s'illustrer sur les champs de bataille, un peu partout en Europe, mais aussi profiter des veillées et de l'hivernage pour partager avec leurs homologues étrangers les souvenirs des combats contre les musulmans d'al-Andalus. En outre, à la même époque, la présence de clercs et de prélats originaires des Couronnes ibériques dans les hautes sphères de l'Église se fit sensiblement plus importante que par le passé : il suffit d'observer la liste des participants aux conciles généraux et de scruter les entourages pontificaux pour s'en convaincre. Ces hommes, qui se trouvaient presque toujours liés à la cour et parfois aussi à la noblesse dont ils pouvaient être issus, devinrent les relais privilégiés de la propagande royale, particulièrement sur les questions touchant à la défense de la foi et à la lutte contre l'Islam. Enfin, toujours dans le même segment chronologique, et en phase avec une évolution globale des pratiques diplomatiques, les ambassadeurs des souverains ibériques renoncèrent au modèle traditionnel des missions ponctuelles pour prolonger leurs séjours auprès des cours étrangères et à Rome, jusqu'à créer des délégations permanentes.

Grâce à ces réseaux, les nouvelles de la lutte menée sur la frontière avec Grenade circulaient plus vite, plus loin, et en des termes toujours favorables à Isabelle et Ferdinand. En même temps que les intermédiaires se multipliaient, les supports de la propagande changeaient aussi : l'imprimerie permit la prolifération des feuilles volantes et des placards ; l'usage se diffusa d'organiser de grandes cérémonies, où le sacré et le profane se mêlaient, pour célébrer les victoires ou, en cas de difficultés, pour attirer la faveur divine sur les forces chrétiennes. Mais le succès de cette politique de promotion n'aurait pas été aussi complet si les opinions publiques européennes avaient été moins désireuses de connaître l'évolution du conflit. L'autre grande nouveauté de la période tient à l'attention prêtée partout en Occident aux affaires d'Espagne. Faute d'études suffisantes sur la question, il est difficile de se prononcer sur la réception des nouvelles de la Reconquête hors des royaumes ibériques avant le XV<sup>e</sup> siècle. En revanche, il ne fait pas de doute que l'actualité de la Guerre de Grenade était suivie de très près dans la plupart des cours. Cet engouement peut être interprété comme un contrecoup de l'offensive ottomane en

Méditerranée orientale : la crainte suscitée par l'expansionnisme turc, poussée à son paroxysme par la conquête de Constantinople, en 1453, avait rendu son éclat à l'idée de croisade. Déconsidérée par les échecs répétés des expéditions lancées depuis l'Occident, par les basses manœuvres et les rivalités qui minaient le camp chrétien, la croisade ne brillait plus, depuis la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, que comme un astre mort. Le réveil provoqué par l'avancée des Ottomans fut d'autant plus brutal qu'à partir des années 1450, la péninsule italienne apparut directement menacée. On a beaucoup commenté l'absence de réaction des puissances occidentales, mais il ne faut pas s'y tromper : l'incapacité des gouvernants à coordonner leur action n'empêcha pas que la préoccupation fut sincère. Elle alimentait un sentiment de solidarité qui inspira à Enea Silvio Piccolomini – le futur pape Pie II – un néologisme appelé à connaître une fortune tout à fait exceptionnelle : pour désigner les habitants des terres occidentales directement ou indirectement menacées par les Turcs, il utilisa à plusieurs reprises, dans son abondante production, le substantif « Européens ». Dans ce contexte, la Guerre de Grenade devint naturellement un événement de portée internationale, et le désir manifesté par les rois ibériques de donner une large publicité à leur action se trouva conforté par la curiosité qui se manifestait un peu partout à propos de la lutte engagée par les forces chrétiennes contre les Nasrides.

\*

Ce contexte européen, habité d'un discours idéologique et théologique parfaitement formé, trace le cadre dans lequel il devient possible de comprendre la dimension internationale de la Guerre de Grenade, la dernière croisade médiévale. Traditionnellement regardée par l'historiographie hispanique et européenne comme un événement militaire « espagnol », l'ultime étape et le sommet de ce processus que l'on appelle la « Reconquête » – une notion que nous utilisons comme catégorie historiographique, sans entrer dans le débat autour de la pertinence de son emploi pour désigner l'expansion territoriale des royaumes chrétiens aux dépens d'al-Andalus –, la Guerre de

Grenade peut et doit aussi être étudiée et interprétée dans un environnement beaucoup plus ample, de portée continentale, qui est celui des croisades tardives. Dans cette perspective, il est justifié de la qualifier de « dernière croisade médiévale » et de point culminant de ce qu'il est convenu de désigner sous le nom de « croisades tardives », c'est-à-dire l'ensemble des projets et des expéditions qui, revêtus des privilèges et de l'idéologie de croisade, se sont produits après l'expulsion des Occidentaux du Proche-Orient, sanctionnée par la perte de Saint-Jean d'Acre en 1291, et qui n'ont pas eu pour objectif la récupération de la Terre sainte pour la Chrétienté latine.

Récemment, certains auteurs ont parlé *des* guerres de Grenade, au pluriel, pour embrasser de manière homogène et cohérente les entreprises guerrières contre le sultanat nasride. Inscrites, pour l'essentiel, dans les limites du XV<sup>e</sup> siècle, il ne s'agit en fait que de la poursuite des projets et des tentatives conduites dès le XIV<sup>e</sup> siècle pour gagner du terrain sur l'Islam ibérique, dans le contexte de la Bataille du Déroit. Dans le présent volume, Jacques Paviot et José Enrique López de Coca se consacrent à leurs connexions avec les croisades tardives occidentales. Leurs deux contributions se complètent. Le premier, grand spécialiste du mouvement croisé au Bas Moyen Âge, aborde le phénomène dans une perspective européenne, en traitant de l'intérêt pour Grenade dans la chevalerie française, anglaise et écossaise au XIV<sup>e</sup> siècle ; son article montre que le sultanat nasride occupait dans l'imaginaire croisé occidental une place aussi importante que les Lieux saints, et de quelle manière la lutte contre l'Islam ibérique satisfaisait les aspirations croisées et chevaleresques de la noblesse européenne. Pour sa part, le deuxième auteur, excellent connaisseur du royaume de Grenade, apporte une vision plus hispanique, grenadine, et met en évidence le rôle de la Couronne d'Aragon dans la gestion de ce mouvement international orienté vers le sultanat. Les deux articles s'appuient avant tout sur des sources chronistiques.

Ils forment un premier ensemble de textes, de fonction introductive, qui est utilement complété par la contribution de Roser Salicrú i Lluch, spécialiste de la Méditerranée occidentale – plus particulièrement du triangle Gênes-Couronne d'Aragon-Grenade au Bas Moyen Âge –, une contribution consacrée à analyser les canaux de diffusion des nouvelles relatives à la guerre contre les Nasrides, et

qui prend comme points d'observation la confédération catalano-aragonaise, la république ligure et la cour milanaise des Sforza. L'auteur identifie les principaux nœuds de communication et s'attache à ce qui rapproche et différencie les mécanismes de propagation des informations en confrontant les différents récits d'un même épisode, ou encore les façons de célébrer les victoires chrétiennes dans l'une et l'autre des deux péninsules de l'Occident méditerranéen.

Un autre ensemble peut être identifié ensuite, qui se compose de trois articles consacrés aux répercussions et à la connaissance des événements de la Guerre de Grenade dans l'Italie de la Renaissance. Contre l'image simpliste d'une opposition bloc contre bloc, Giovanni Ricci, qui a étudié la perméabilité et la flexibilité de la confrontation entre Chrétienté et Islam au XVI<sup>e</sup> siècle, avec une attention particulière pour les représentations et les échanges avec l'empire ottoman, propose un exemple qui annonce clairement la situation telle qu'on la connaît ensuite dans la Méditerranée moderne. Sa contribution porte sur la position vénitienne face au conflit, qu'il étudie dans une perspective non pas européenne mais clairement méditerranéenne, en prenant en compte le monde musulman. À cette échelle, il apparaît sans détour que la Sérénissime a vécu l'avancée chrétienne vers Grenade comme une menace pour ses intérêts, qu'ils soient politiques dans la péninsule Italienne ou commerciaux en Afrique du Nord. En effet, le renforcement de la position de Ferdinand le Catholique, nouveau paladin de la Chrétienté, accroissait son influence en Italie, non seulement en tant que roi de Sardaigne et de Sicile, mais surtout comme allié de son cousin et beau-frère Ferrante, roi de Naples et féroce adversaire des Vénitiens, particulièrement après la Guerre de Ferrare (1482). La volonté de préserver l'équilibre atteint avec la Paix de Lodi (1454) et de stabiliser la situation en Méditerranée explique l'appui prêté par les Vénitiens à Grenade, en 1485, unique exemple de soutien occidental aux Nasrides qui faillit avoir des conséquences graves, mais dont Venise parvint *in extremis* à se dédouaner.

Dans le même temps, Ferrare – spectateur secondaire du conflit grenadin, au même titre que Venise – offre un autre point d'observation intéressant grâce à l'échange ponctuel d'informations avec la cour de Naples où les Este entretenaient une importante ambassade permanente. Raúl González Arévalo,

spécialiste des contacts entre les républiques marchandes italiennes, la Castille et Grenade, ne se contente pas de revenir sur les modalités de la diffusion des nouvelles étudiées par Roser Salicrú. Son étude porte sur la connaissance que l'on pouvait avoir de la Guerre de Grenade dans une cour qui ne pesait d'aucun poids dans la politique extérieure des Rois catholiques, qui n'avait pas entretenu de relations directes avec le sultanat nasride, et à laquelle parvenaient néanmoins des informations détaillées qui permettent dans certains cas de préciser notre connaissance des événements, telle qu'on peut l'établir à partir des nouvelles reçues par un autre pôle de la politique italienne, étroitement impliqué dans les réseaux italiens de Ferdinand et qui avait eu des contacts commerciaux avec Grenade, celui-là : la république de Florence.

En troisième lieu, la contribution de Nicasio Salvador Miguel ouvre encore un peu plus l'éventail des répercussions italiennes de la Guerre de Grenade en s'intéressant aux manifestations festives et littéraires qui s'y trouvent liées. Grand connaisseur des sources pontificales relatives au conflit, le philologue introduit une dimension interdisciplinaire dans notre ouvrage en s'appuyant sur un exemple concret : le siège et la conquête de Malaga (1487). À partir d'un examen exhaustif de la documentation, qui lui permet de corriger les affirmations et les inexactitudes d'autres auteurs – et de proposer une vision de cet épisode que l'on peut tenir pour définitive, dans cette perspective concrète –, l'auteur met en évidence leur projection historique, propagandistique et littéraire au sein de la cour pontificale, un des principaux centres de pouvoir en Occident.

Hors du cadre méditerranéen, cette fois, Nikolas Jaspert, qui travaille sur les relations entre la péninsule Ibérique et l'Empire germanique, traite dans son article de la connaissance de la Guerre de Grenade dans les pays allemands depuis une perspective qui tient compte, à la fois, de la présence de combattants originaires de ces régions dans l'affrontement avec les Nasrides et de l'écho de ce dernier dans l'Empire – un écho qui reste faible mais dont on perçoit néanmoins les traces dans l'humanisme germanique. Riche d'une expérience croisée propre, acquise dans l'espace baltique, l'Empire ne voit cependant ses relations avec la péninsule Ibérique se renforcer qu'avec le double mariage entre Trastamare et Habsbourg de 1495-1496. Cette

circonstance, combinée à l'éloignement géographique et à la rareté des échanges commerciaux, contribue à expliquer le faible impact de la Guerre de Grenade dans les territoires relevant de l'autorité impériale.

Enfin, ce parcours au travers des répercussions européennes de la Guerre de Grenade est conclu par Franco Cardini, spécialiste reconnu en matière de croisades et de contacts entre la Chrétienté et l'Islam. En prenant comme point de départ l'interprétation traditionnelle – et contestable – qui ne voit dans le conflit avec les Nasrides que la dernière étape de ce qu'il est convenu d'appeler la Reconquête, l'historien florentin propose une vision alternative fondée sur l'examen transversal des forces en présence – ces mêmes puissances dont l'implication a été étudiée de façon plus détaillée tout au long de l'ouvrage. Rédigées à partir du colloque qui est à l'origine de notre livre, ses conclusions prennent en compte deux contributions qui ne figurent malheureusement pas dans la publication : celle d'Antonio Peláez Rovira, qui traitait de la répercussion du conflit dans les sources arabes orientales, et celle de Luis Miguel Duarte, consacrée à la présence portugaise dans le détroit de Gibraltar à partir de la conquête de Ceuta (1415).

\*

Qu'on le veuille ou non, et au-delà de l'événement particulier dont il traite, l'actualité de ce volume est indiscutable. Déjà complexes, les relations entre l'Occident et le monde musulman ont considérablement évolué depuis l'attentat contre les Tours jumelles de New York en 2001, celui de la gare d'Atocha à Madrid, en 2004, ou encore ceux qui ont ensanglanté Londres en 2005 et, tout récemment, Paris. Dans les médias occidentaux, le mot *jibād* – traduit sans plus de précautions par « guerre sainte » – a acquis une présence obsédante, alors que la propagande d'al-Qaïda et de Daesh ressasse comme un mantra le projet de récupérer al-Andalus – Grenade faisant figure de paradis perdu.

Si nous affirmions que notre ouvrage peut, d'une façon ou d'une autre, compter dans ce face-à-face, nous ne recueillerions que des sarcasmes. Une

chose, néanmoins, doit être dite : les analyses à courte vue qui dominent actuellement le débat dans les pays occidentaux – analyses qui ne se projettent que rarement au-delà de l'époque coloniale – omettent une part essentielle du problème. Elles oublient combien les sociétés ont la mémoire longue, surtout lorsqu'il s'agit du souvenir de conflits dont l'impact a été, en leur temps, tout à fait considérable. S'il n'est pas dans les habitudes des spécialistes en sciences sociales (et moins encore des journalistes) de prendre en considération les épisodes les plus lointains des phénomènes dont ils s'occupent, la question des relations entre l'Occident et les pays d'Islam devrait faire exception : indiscutablement, la mémoire des croisades habite l'affrontement en cours. Étudier les manifestations médiévales du conflit, dans leur dimension matérielle, mais aussi au travers de la construction sociale et historiographique de leur image, participe d'une compréhension plus complète et plus juste de la situation actuelle ; si la solution n'en est pas pour autant acquise, elle peut sembler un peu moins éloignée.